

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

La BAE – La Boite à éditer

Rue des granges

05230 CHORGES

Tel 06 70 26 33 34

mail : nous@laboiteaediter.fr

N° SIRET : 794 034 389 – RCS GAP – APE 5811Z – TVA intra-communautaire : FR71 794 034 389

Généralités

Les conditions générales de vente décrites ci-après détaillent les droits et obligations de La BAE et de son client et appliquent à toute offre de biens ou de services. Toute prestation accomplie par La BAE implique donc l'adhésion sans réserve de l'acheteur aux présentes conditions générales de vente. Si l'une des clauses des présentes conditions générales de vente se trouvait nulle ou annulée, les autres clauses n'en seraient pas pour autant annulées. Le fait que La BAE ne fasse pas application à un moment donné d'un quelconque article des présentes conditions, ne peut être interprété comme valant renonciation à se prévaloir ultérieurement des dites conditions générales de vente.

1- Devis, Commande

Toute commande, y compris celle passée par téléphone doit faire l'objet d'une confirmation écrite. La commande pourra effectuer en retournant le devis de la BAE, signé ou en adressant un document mentionnant notamment : la nature du service, la quantité, le prix convenu, les conditions de paiement, le lieu de la prestation ainsi que le lieu de facturation pour une prestation ; la quantité, la marque, le type, les références, le prix convenu, les conditions de paiement, le lieu et la date de livraison ou de l'enlèvement s'il est autre que le lieu de facturation, pour une marchandise. Pour être réputé valable, tout additif ou modification de la commande ne lie La BAE que si elle l'a accepté par écrit. Si, lors d'une précédente commande l'acheteur s'est soustrait à l'une de ses obligations (défaut ou retard de paiement, par exemple), un refus de vente pourra lui être opposé, à moins que cet acheteur ne fournisse des garanties satisfaisantes ou un paiement à la commande. Aucun escompte pour paiement anticipé ne lui sera alors accordé.

2 - Prix

Les prix sont ceux en vigueur au jour de la prise de commande. Ils sont libellés en euros et calculés hors taxes. Par voie de conséquence, ils seront majorés du taux de TVA et des frais de transport applicables au jour de la commande.

La BAE s'accorde le droit de modifier ses tarifs à tout moment. Toutefois, elle s'engage à facturer les marchandises/prestations commandées aux prix indiqués lors de l'enregistrement de la commande.

3 - Escompte

Aucun escompte ne sera consenti en cas de paiement anticipé.

4 - Modalités de paiement

Le règlement des commandes s'effectue à l'ordre de La BAE par chèque, espèces ou virement bancaire, ou paypal dans le cas de la vente en boutique en ligne. Le cas échéant d'autres moyens de paiement peuvent être précisés dans le devis ou le contrat.

Un acompte peut être prévu lors de la signature du devis ou du contrat et mentionné sur lesdits documents.

5 - Délais de paiement

En l'absence de dispositions particulières prévues au devis ou dans le contrat, le paiement se fait à réception de facture. Dans tous les cas les délais de paiement se font dans le cadre de la loi à savoir :

- Le délai convenu entre entreprises pour régler les sommes dues ne peut dépasser 30 jours fin de mois.

6 - Retard de paiement

En cas de défaut de paiement total ou partiel à la date prévue lors de la commande, l'acheteur doit verser à La BAE une pénalité de retard égale à dix fois le taux de l'intérêt légal. Le taux de l'intérêt légal retenu est celui en vigueur au jour de la livraison des marchandises. Cette pénalité est calculée sur le montant TTC de la somme restant due, et court à compter de la date d'échéance de la facture sans qu'aucune mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

En sus des indemnités de retard, toute somme, non payée à sa date d'exigibilité produira de plein droit le paiement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros due au titre des frais de recouvrement.

7- Clause résolutoire

Si dans les 15 jours de la mise en oeuvre de la clause " Retard de paiement ", l'acheteur ne s'est pas acquitté des sommes restant dues, la vente sera résolue de plein droit et pourra ouvrir droit à l'allocation de dommages et intérêts au profit de La BAE.

8- Clause de réserve de propriété - transfert des risques

Les biens resteront la propriété de La BAE jusqu'au paiement effectif de l'intégralité du prix principal et accessoires. Le non paiement même partiel de l'une des échéances pourra entraîner la revendication des biens. Celui-ci s'exerce dans le cas d'un redressement ou d'une liquidation judiciaire. En cas de revendication, la vente sera résiliée de plein droit.

9- Livraison

La livraison est prévue selon les conditions fixées lors de la commande et mentionnées au devis, au bon de commande en ligne ou dans le contrat et est effectuée : - soit par la remise directe de la marchandise à l'acheteur - soit par l'envoi d'un avis de mise à disposition en magasin à l'attention de l'acheteur - soit au lieu indiqué par l'acheteur sur le bon de commande. Le délai de livraison indiqué lors de l'enregistrement de la commande n'est donné qu'à titre indicatif et n'est aucunement garanti. Par voie de conséquence, tout retard raisonnable dans la livraison des produits ne pourra pas donner lieu au profit de l'acheteur à - l'allocation de dommages et intérêts - à l'annulation de la commande. Le risque du transport est supporté en totalité par l'acheteur. En cas de marchandises manquantes ou détériorées lors du transport, l'acheteur devra formuler toutes les réserves nécessaires sur le bon de commande à réception desdites marchandises. Ces réserves devront être, en outre, confirmées par écrit dans les cinq jours suivant la livraison, par courrier recommandé AR.

10- Clause exonératoire

En aucune circonstance La BAE ne sera tenue d'indemniser les dommages immatériels tels que notamment : les pertes d'exploitation, de profit, le préjudice commercial...

11- Force majeure

La responsabilité de La BAE ne pourra pas être mise en oeuvre si la non exécution ou le retard dans l'exécution de l'une de obligations décrites dans les présentes conditions générales de vente découle d'un cas de force majeure. À ce titre, la force majeure s'entend de tout événement extérieur, imprévisible et irrésistible au sens de l'article 1148 du Code civil.

12- Tribunal compétent

Tout litige relatif à l'interprétation et à l'exécution des présentes conditions générales de vente est soumis au droit français et à défaut du tribunal de Gap.

13-Droit à l'image

Les photographies prises dans le cadre de la réalisation de prestations peuvent être utilisées pour promouvoir le savoir-faire et l'image de La BAE sur des documents commerciaux, site internet, réseaux sociaux et réponses aux appels d'offre et appels à projets. A la signature du devis et à tout moment, le client a faculté de révoquer cette autorisation par simple écrit de sa part.